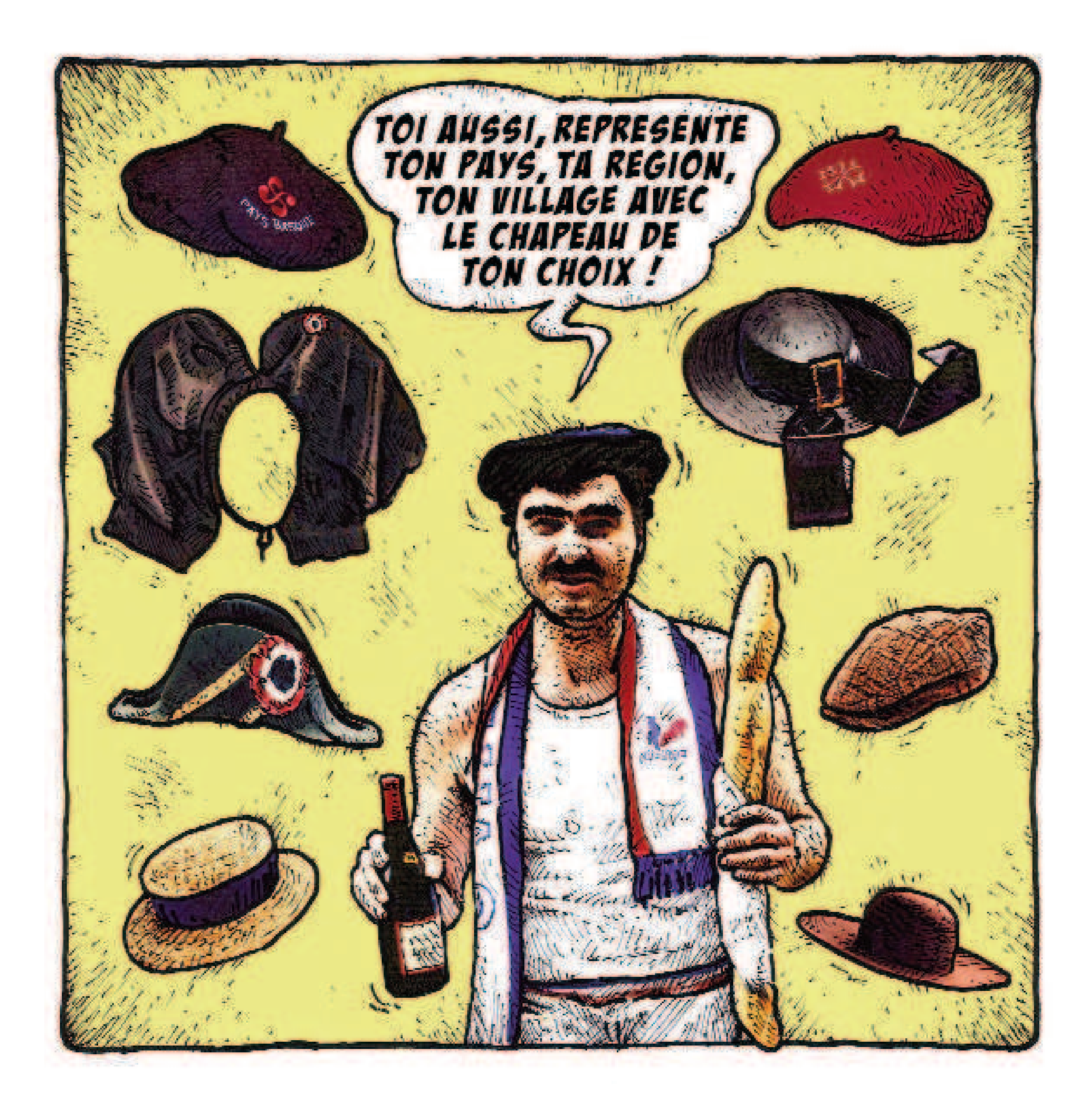
L'HORREUR LINGUISTIQUE



CONTRE LES DERIVES IDENTITAIRES

EDITIONS CNT-AIT

Editions CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, 3100 Toulouse
Janvier 2015

DU CRIME D'ETAT DE SIVENS A L'HORREUR LINGUISTIQUE

Le26 octobre 2014, Rémi Fraisse, 21 ans, botaniste, avait décidé de passer la nuit pacifiquement sur le site promis au barrage de Sivens. Il a été déchiqueté par une grenade lancée par un gendarme.

Quel lien entre ce crime d'Etat et l'horreur linguistique et nationaliste que nous dénonçons dans les pages suivantes ?

Il y en a un, et très fort : le promoteur du barrage de Sivens, celui qui est à l'origine de ce projet destructeur, celui qui le maintient contre vents et marées, celui qui a fait appel à la force de l'Etat français pour l'imposer aux opposants, c'est le Conseil général du Tarn et c'est un occitaniste convaincu. Facile à prouver : il suffit d'aller sur le site du dit conseil général pour le constater ! Non seulement il y a moults textes en « occitan » mais tout est fait pour soutenir, subventionner le nationalisme occitan, sans compter les « efforts » pour tenter d'imposer son apprentissage aux collégiens (avec la complicité de l'Education nationale « jacobine », qu'ils inondent, tout comme le Conseil régional, de propagande).

C'est d'ailleurs pourquoi les nationalistes occitans ont été bien discrets dans les phases dures de l'opposition au barrage : ils ne mordent pas la main qui les nourrit. Que l'on pourrisse « el païs » ne leur importe pas plus que leur première couche culotte, du moment que c'est des copains qui le font et qui en tirent profit. Cela montre la crédibilité de leurs revendications !

Quant aux autres acteurs du projet, on ne s'étonnera pas d'y trouver les acteurs habituels, dont la FNSEA, qui se cache elle aussi en tant que de besoin derrière les mouvements nationalistes (voir dans les pages consacrées à la Bretagne) tout en exigeant (et en percevant) de grasses subventions de l'Europe, avec l'appui indéfectible de l'Etat français.

Pour rompre avec la pensée unique, nous avons réunis ci-après quelques textes publiés par le journal « Anarchosyndicalisme ! » (antérieurement « Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées ») au cours de ses dernières années.

Vous trouverez donc :

- « L'horreur linguistique », qui donne notre point de vue sur « les langues régionales »,
- puis trois textes sur la Bretagne (mais on pourrait dire le même genre de choses du Pays l'ouvrage « Mémoires d'un paysan bas-breton » d'un fin connaisseur du sujet né en 1834. Puis une autre note de lecture : celle du remarquable ouvrage « Le monde comme si » de Françoise Morvan. Enfin un article récent consacré à la « lutte » des « Bonnets rouges »
- un texte sur l'ex-Yougoslavie, qui donne une idée de ce que les nationalistes préparent.
- pour conclure, un article plus général sur la question des identités.

Bonne lecture à tous, n'hésitez pas à nous adresser vos commentaires.

CNT-AIT Toulouse

L'HORREUR LINGUISTIQUE

Promues avec force par les technocrates de Bruxelles, favorisées en sous-main par le gouvernement, financées par les conseils régionaux, soutenues par l'extrême droite traditionnelle, devenues à la mode dans différents courants gauchistes, les "langues régionales" sont devenues le must de la pensée unique. Ceux qui se gaussaient il y a encore peu de notre accent se pâment maintenant d'aise en entendant trois mots de patois.*1

Ce que la pensée unique veut faire croire, c'est que chaque région a une langue et que cette langue doit devenir officielle (et donc s'imposer à tous les habitants). L'argument essentiel pour justifier cette régression est purement émotionnel : « Je veux, disent les néo-patoisants, parler la langue de ma grand'-mère ». Voyons tout ça de plus près.



UNE REGION = UNE LANGUE ?

C'est quoi, une région ? Au départ, tout semble simple : en Occitanie*2, il faut parler occitan, en Catalogne, catalan,… Premier « hic », c'est que les frontières régionales sont encore plus fluctuantes dans le temps que les frontières nationales. Au cours de l'histoire, chaque région a mangé ou a été mangée par les voisines. L'ex-Yougoslavie nous offre un parfait exemple de cette situation : le Kosovo fait-il partie de la grande Serbie ou de la grande Albanie ? Et la Gascogne, fait-elle partie de l'Occitanie ou de la grande Euskadie ? L'origine étymologique du mot « gascon » c'est « vascon », c'est-à-dire basque. Sur cette base linguistiquement indiscutable, l'ETA est fondée à revendiquer Auch mais aussi Bordeaux (où l'on parla gascon du XIIème au XVème siècle). Cela nous promet bien du plaisir ! Une seule langue ?

Même sur un lieu aussi circonscrit que la Chaussée du Bazacle*3, les choses ne sont pas si simples. Quelle est la langue historique de ce coin de Toulouse ? La réponse exacte est : plusieurs, et fort différentes. Dans la nuit des temps, une langue protohistorique ibéricoïde (type basque), ensuite, probablement, un parler celte. A coup sûr, avec l'arrivée des légions romaines, le latin. Puis le wisigoth (Toulouse fut

capitale de leur royaume). Retour ensuite au latin de cuisine, qui dériva progressivement en languedocien (sur la rive droite, en gascon*4 sur la gauche). Puis, arriva le français.

Alors, c'est quoi, la bonne langue ? Et en quoi l'italien, l'espagnol, le portugais… parlés par des dizaines de milliers d'immigrés seraient-ils exclu du jeu ? Et l'arabe ? C'est dans ces langues-là que se sont bâtis, au siècle dernier, les immeubles, que s'est creusé le tout-à-l'égout, installé le gaz et l'électricité… En ce début de troisième millénaire, il naît infiniment plus d'arabophones que d'occitanophones en Midi-Pyrénées ! Alors, pourquoi ces langues ne seraient-elles pas, elles aussi, officielles dans notre belle région ? En quoi seraient-elles moins régionalement correctes ? Au nom de la pureté ethno-linguistique ?

Cette histoire linguistique, brièvement brossée, est celle de toutes les régions : à l'origine d'une langue, il y a forcément une autre langue. Sans latin, pas de languedocien, sans sanscrit, pas de latin... En choisir une seule comme langue régionale, l'imposer à la place d'une autre, c'est obligatoirement faire un choix arbitraire. C'est aussi commettre une violence. En cela, comme dans le reste, les nouveaux régionalistes se comportent comme les nationalistes de toujours. Ce n'est pas parce que le français a été partiellement imposé par la force qu'ils ont le droit de nous faire subir une violence identique dans l'autre sens

Mais, qu'es aco, l'occitan ?

Vous l'avez remarqué, dans la longue liste de ce qui a été historiquement parlé à Toulouse, il y a beaucoup de langues, mais point « d'occitan ». *« La Toulousaine »*, l'hymne de la (écrit dans les annés 1830) ne chante que *« nostro lengo gascouno, que tan nos ouno... »*. Et pour cause : l'occitan est une construction très tardive, faite par des intellectuels régionalistes, pour « homogénéiser », « normaliser » les différents patois du sud face à une situation inextricable. Car la vérité, c'est que dans les années 1950, un éleveur de bestiau de Pouyastruc, qui aurait causé dans son patois (en gascon) au maquignon de St-Dalmas-de-Tende (qui lui n'entendait que le nisard) et au boucher d'Entraygues-sur-Truyère (un bon auvergnat) aurait eu les mêmes difficultés qu'un italien parlant à un français et à un portugais. Finalement, la seule chose sûre, c'est que l'occitan que l'on enseigne maintenant à l'école n'a jamais été parlé par la grand'mère de personne !

QUELQUES CONSEQUENCES

Une langue différente à chaque pause-pipi

Imaginons que le grandiose projet d'imposer comme langue officielle un patois par région aboutisse. Et imaginons aussi que vous deviez vous rendre de St Jacques de Compostelle à Perpignan Vous pouvez vous préparer : à chaque pause-pipi, il vous faudra changer de langue : galicien, asturien, espagnol (il restera bien quelques barbares là-bas) basque, gascon, français (il restera aussi des barbares ici), catalan. Sept langues pour faire à peine 800 km ! *« De poste en poste, on change de jurisprudence en changeant de chevaux »* ironisait Voltaire. Deux siècles après, les postes de chevaux sont devenus des postes d'essence et ce n'est pas de jurisprudence que nous changerions, mais de langue. Joli progrès !

Si maintenant vous voulez réunir quelques personnes de chacune des régions traversées pour un débat, vous passerez la majorité du temps en traductions (attention : *« tradutore, traidore ! »*). Je doute en effet qu'il existe une seule personne au monde capable de traduire et de commenter dans ces sept langues, à un

niveau professionnel, l'œuvre de Lacan et celle de Proust. Ou même, pour ne pas être trop exigeant, de doubler convenablement *« Blanche neige et les sept nains »* (un par langue !)

Immigrés de l'intérieur

Continuons à faire fonctionner notre imagination. Si vous perdez votre emploi à Toulouse et en trouvez un à Strasbourg ou à Rennes, il vous faudra apprendre l'alsacien ou le breton ! En pratique, vous deviendrez un immigré. Ceux qui ont vécu cette situation savent ce que cela veut dire : ne pas maîtriser la langue officielle, c'est être en situation d'extrême infériorité, à la merci du patron, du propriétaire, du flic, de l'administration ; c'est se trouver dans la plus grande difficulté pour défendre ses droits élémentaires, pour organiser une lutte collective. Quand on est propulsé à l'âge mûr dans une nouvelle aire linguistique, on met cinq ans, dix ans, pour simplement se débrouiller. On reste à l'écart. Le ghetto linguistique, c'est le ghetto le plus efficace.

Imposer de novo dans une région une langue, c'est mettre en oeuvre la préférence nationale chère à Le Pen. Seules les personnes de souche ont une chance de maîtriser rapidement cette langue. Ainsi se constitue une « élite » à partir de la naissance. C'est ce qui se passe en Catalogne : les enfants de parents andalous ou castillans, venus travailler à Barcelone, ne parlent pas catalan à la maison. Toute la scolarité étant en catalan, ils sont en échec dès le début[*5]

Si on venait à parler 10 ou 20 langues sur l'hexagone, peu ou prou, nous serions tous un jour ou l'autre dans cette situation ragique d'immigrés de l'intérieur.

Tous bi, tri, multi-lingues ?

Pour palier l'inconvénient évoqué ci-dessus, certains avancent l'idée du bilinguisme. Ce n'est pas non plus si simple. D'abord, il faudrait se mettre d'accord sur la 2ème langue, celle qui deviendrait commune. Pourquoi le français, et pas l'allemand ou l'espagnol ? Les combinaisons possibles sont multiples, et le 2ème choix tout aussi arbitraire que le premier. Cette question résolue, il en reste une autre : la capacité de tout un chacun de maîtriser deux langues. Car parler, ce n'est pas simplement pouvoir dire *« Combien coûte cet hamburger ? »*, c'est pouvoir lire un livre, tenir une conversation de politique, d'économie, de philosophie … moins de 1 % de nos bacheliers « anglais 1ère langue » en sont capables après sept ans d'études ! Le ressortissant suisse qui « parle » plusieurs langues se rabat toujours sur la même dès qu'il lui faut discuter à fond un sujet important.

C'est que, s'il existe des personnes capables de maîtriser plusieurs langues, cela est loin d'être le cas général. Dans la population tout venant, beaucoup ne dominent pas déjà leur seule langue (en particulier sous sa forme écrite) : bien des français sont incapables de lire Mallarmé ou Barthes dans le texte [*6].

L'anglais pour les riches, le patois pour les pauvres

Le scénario le plus probable en cas de retour des langues régionales le voici : on imposera ces dernières au petit peuple (par la force de l'école, de la radio-télé, des politiques d'emploi public…). Les « élites » politico-économiques parleront patois avec leur femme de chambre et anglais entre elles. Nette aggravation de ce qui se passe déjà : les familles très aisées envoient leurs enfants finir leurs études aux *States*. Les grandes écoles parisiennes exigent un niveau supérieur d'anglais à l'entrée. La babélisation régionaliste ne fera qu'amplifier le mouvement, plus aucune langue ne pouvant faire contrepoids à l'anglais.

Lo cabal (le cheval) de Troie

« Tout acte de parole est un acte d'identité » disent les linguistes. Les liens qui unissent langue / individu / communauté / nation mériteraient un article spécifiques. De même que ceux qui lient économie et langue. En quelques mots, on peut toutefois souligner qu'au cours de l'histoire de l'humanité, les langues ont fait plus facilement naître des sentiments patrioticards qu'universalistes. Les nationalistes, qu'ils soient français, américains ou dauphinois, le savent : la langue leur a toujours servi de cheval de Troie pour imposer l'idée de nation. Ainsi, la normalisation de l'hébreu moderne a constitué une arme décisive lors de la création de l'Etat d'Israël.

Et c'est bien de ça qu'il s'agit. Car derrière le discours linguistique, le discours nationaliste fait plus que pointer, il s'affiche ! Voici ce qu'écrit un mensuel d'extrême gauche, REFLEX, le journal des SCALP : *« Les bretons sont citoyens du monde eux aussi,... mais ils sont avant tout bretons, que cela plaise ou non ».* Remplacez seulement dans ce beau discours *« breton »* par *« français »*, et vous avez du Le Pen : *« ...français avant tout, que cela plaise ou non ».* Pour une organisation qui se définit comme « Section carrément anti-Le pen», le retournement est fort de café.

Amener les gens à se définir avant tout par rapport à un cadre géo-linguistique, plus ou moins mythique, c'est, avec la religion, la plus vieille ficelle du capitalisme pour maintenir l'exploitation. Un exploiteur basque ou occitan est avant tout un exploiteur. Un exploité normand ou catalan est d'abord un exploité. Prétendre qu'ils ont un intérêt commun « en tant que basques, en tant que français, que natifs d'ici ou là », quelque soit le petit couplet sur les « racines », « l'identité » (synonymes modernistes de la bonne vieille race), c'est vouloir nous la faire comme en 14. Que ce soit sur un air de biniou, de pipeau ou de castagnettes, il n'en est pas question.

X.F.

NOTES _1.- Il est maintenant politiquement très vilain de prononcer le mot « patois ». Pourtant, le patois est simplement une langue qui s'est régionalisée et une langue nationale est en général un patois qui a réussi. Et en plus, ma grand-mère disait « patois » pour désigner la langue qu'elle parlait avec les copines à l'épicerie. _2 : Si tant est que l'Occitanie existe... ce qui pourrait faire l'objet d'un long débat. _3.- En plein cœur de Toulouse. La chaussée naturelle du Bazacle permettait le passage à gué de la Garonne. Un habitat humain y est attesté depuis la préhistoire. _4.- Pour être plus exact, il faudrait parler des langues gasconnes (béarnais, landais, bigourdan, girondin, armagnacais, commingeois) et des languedociens._5 .- Cette situation existe déjà en France pour les enfants issus des immigrations récentes. Leur rajouter, par dessus une couche d'occitan, de breton ou de corse, c'est les enfoncer encore plus et pour plus longtemps. _6 ;- Plusieurs linguiste affirment que la seule langue que la majorité des gens puissent maîtriser en plus de leur langue maternelle, c'est l'Espéranto.

MEMOIRES D'UN PAYSAN BAS BRETON

Je viens de lire les *« Mémoires d'un paysan bas-breton »*, autobiographie de Jean-Marie Déguignet (1834 - 1907) récemment publié par une collection de poche : "Pocket". C'est passionnant à plus d'un titre, et ça nous donnes d'intéressantes informations qui éclairent d'un point de vue historique le débat sur les « langues et cultures régionales », thème du dernier numéro de notre journal.

Né il y a plus de 150 ans en Bretagne, sa langue maternelle est le breton. Il est tout imprégné dans son enfance de la culture de cette région. S'est un paysan tellement miséreux qu'il est contraint de mendier son pain pendant toute son enfance. Mais s'est avant tout un individu avide de connaître et de comprendre le monde dans lequel il vit.

Presque tout seul, il apprend à lire le breton dans un livre de catéchisme. Tout seul, grâce à la traduction en regard, il apprend le latin. Quelques années plus tard, en ramassant des morceaux de devoirs scolaires abandonnés par des écoliers aisés, il apprendra, toujours seul, à écrire. Il s'acharnera ensuite à apprendre le français, puis l'italien et l'espagnol. Il acquerra également de bons principes d'agronomie, de multiples connaissances, et une solide philosophie. Et bien, quel témoignage Deguignet donne-t-il sur le breton ? Je le cite ***« Chaque canton et même chaque commune le parle différemment »*** (page 60), ***« Le breton est si vieux et si pauvre qu'il ne renferme pas la moitié des mots qui se trouvent aujourd'hui dans toutes les grandes langues modernes »*** (p 110) et plus encore, étant hospitalisé, il constate ***« Je n'entendis … que des bretons jargonner entre eux quoiqu'ils ne se comprennent pas, car le breton du Finistère et celui du Morbihan différent autant que l'espagnol et l'italien »*** (p 132). Rappelons que tout cela a été écrit par un témoin de la fin du XIXème siècle. Cela devrait faire réfléchir sur le soi-disant intérêt d'imposer les langues régionales ! Quant à la culture bretonne, le mieux est de lire le bouquin, vous verrez de quelles fables à dormir debout elle est faite.

Mais, ce qui est encore plus instructif, dans le débat qui nous occupe, c'est la façon dont l'éditeur présente le livre. Dans un encadré qui occupe toute la page 20, l'éditeur est obligé de reconnaître que « *Déguignet … possédait parfaitement [la langue bretonne] tant à l'oral qu'à l'écrit, et d'aucuns s'étonneront de lire, sous sa plume, des propos très durs sur cette dernière* ». En cette période ou le régionalisme est devenu un des piliers de la pensée unique, ce témoignage sans appel a manifestement gêné l'éditeur. Il ne pouvait en rester là. Il lui fallait trouver une « explication ». Elle *« est simple »* écrit-il. Je vous le donne Emile, comme disait Coluche, la voici : « *Déguignet souffre de la maladie de la persécution. Ses ennemis obsessionnels étant le clergé et l'écrivain républicain Le Braz… [qui] défendent la langue bretonne… c'est parce que les défenseurs de la langue bretonne sont ses bêtes noires que Déguignet écrit des inepties pour régler ses comptes* ».

Je n'avais jamais lu à ce jour, dans une préface, de propos aussi outrecuidants ; une telle descente en flamme de l'auteur par une calomnie du préfacier.

Athée, Déguignet l'est devenu par une réflexion approfondie. Cœur bien né, il lui suffisait dès lors de constater les escroqueries et les oppressions que le clergé breton faisait subir aux pauvres gens pour devenir anti-clé-

rical. Mais, contrairement à ce qu'écrit le préfacier, Déguignet ne se départit jamais, même quand il parle de ces pires ennemis, d'une objectivité et d'un équilibre qui manquent singulièrement à l'éditeur. A preuve quand il parle des religieuses, ce soi-disant anticlérical-obsessionnel-persécuté écrit : *« Je me trouvais trois ou quatre fois pendant ma carrière militaire [il s'était engagé] entre leurs mains, et j'assure que je n'ai pas eu à me plaindre d'elles, au contraire »* (p 259) quelques lignes plus loin, il ajoute *« Je trouvais aussi plaisir à causer avec elles »*. De même, dans les dernières pages, il fait l'éloge du notaire qui vient faire l'inventaire avant que le propriétaire de la ferme dont il est métayer le mette à la porte et le réduise une nouvelle fois à la misère. Ce notaire était politiquement un adversaire de Déguignet, mais s'était aussi un homme droit. On le voit à ces deux exemples, Déguignet ne se laisse pas aveugler par les passions. Son témoignage est dont d'une très grande valeur, d'autant que c'est un des très rares témoignages directs qui émanent d'un milieu populaire et que, on peut le vérifier dans tout ce qu'il écrit sur le Mexique, l'Italie,… c'est un témoin extrêmement précis et scrupuleux dans la description de tout ce qu'il rapporte. N'en déplaise aux chantres du nouveau régionalisme, les propos de Déguignet sur la Bretagne et la langue bretonne décrivent la triste réalité.

LE MONDE COMME SI

Nationalisme et dérives identitaires en Bretagne

Voici un livre qui débute comme un conte de fée et se termine comme un film d'horreur, dans les porcheries industrielles du « pays Breton ». C'est l'histoire de la destruction d'un passé réel au profit d'une fantasmagorie raciste et nationaliste.

Il était donc une fois une région appelée Bretagne dans laquelle il existait une infinité de parlers locaux, bien vivants, tous plus beaux les uns que les autres, se modifiant insensiblement d'un village à l'autre, formant ainsi un continuum culturel qui reliait entre eux les habitants.

La rupture de ce continuum populaire et son remplacement par le néo-breton est la passerelle par laquelle Françoise Morgan, la rédactrice de cet ouvrage mi-biographie mi-essai, est parvenue à la découverte de ce qu'elle nomme, fort à propos, le « kit nationaliste » (une langue, un folklore, un drapeau et tous les « produits dérivés » commercialisables qu'il est possible d'inventer : T shirts, écharpes, autocollants, pâtés, alcools, médailles, bracelets et colifichets divers).

Pour Françoise Morvan, spécialiste en littérature populaire, comme pour Michel de Montaigne, la langue est un espace de liberté dans lequel il importe finalement peu de faire des fautes si l'essentiel (être compris) est respecté.

Tout commence pour elle quand, dans « l'Unité de breton » de l'université de Bretagne, où elle s'apprêtait à soutenir un doctorat, celle qui était alors une militante régionaliste convaincue est confrontée à un milieu professoral pour lequel cette liberté a bien peu d'importance. Au fil de ses recherches, elle découvre qu'il en va de même pour la vérité. Car

toute vérité n'est pas bonne à dire, dans ce « monde comme si ». Toutes les « racines » n'y sont pas présentables... Or, derrière l'assassinat méthodique et programmé des parlers locaux (ceux du peuple) elle pénètre une vérité qu'on lui a soigneusement cachée malgré ses années de militantisme breton : à l'origine du mouvement se trouve une poignée de racistes. Des racistes qui, d'emblée vont poser le lien entre la pratique de cette langue dite « unifiée » (une langue académique pour initiés, qu'ils vont imposer dans toute la région comme étant la seule bonne) et l'existence d'une « race celtique ».

C'est ainsi qu'en 1919 quelques esprits dérangés, moitié druides et moitié fascistes, font paraître le premier numéro de BREIZ ATAO*1. Cet organe historique des régionalistes bretons affiche très clairement, dés 1924, sa finalité raciste ***« La même préoccupation tient au cœur de tous les petits pays en réveil : arracher l'intelligence de leur peuple à la culture étrangère imposée et reconstituer une civilisation nationale sur le vieux fonds racial et traditionnel ».***

Pour donner une idée de la confusion organisée sur ce sujet, il convient de signaler que l'auteur des lignes délirantes sur la nécessité de réactiver le vieux fonds racial est considéré dans les milieux autonomistes bretonnants comme étant... « de gauche » (En effet, il est un des rares à ne pas avoir collaboré avec les nazis pendant l'occupation, ce qui en fait dans ce milieu une sorte de quasi-résistant !). Cet accouplement barbare entre « la langue bretonne » et « l'esprit de la race » (d'où le slogan *« Bretons apprenez votre langue ... C'est la langue de votre hérédité...»**2) effectué par les secteur les plus réactionnaires de la société ne pouvait conduire qu'à une discrimination des parlers locaux, mais aussi des vieux bretons qui les parlaient (et qui ne comprenaient pas un mot de ce que leurs petits enfants, élèves des écoles diwan leur racontaient), au profit d'une langue largement artificielle dont le principal inventeur fut Roparz Hemon (qui se joindra à l'équipe de Breiz Atao dès 1925). *« Il crée* – lit-on dans Wikipédia - *la revue Gwa-larn. Ce n'est d'abord que le supplément littéraire de Breiz Atao, journal qui compte alors moins de 200 abonnés. Rapidement, la revue devient indépendante. La revue mère, Breiz Atao, bénéficie au cours des années 1920 et 1930, de financement des services secrets allemands (d'abord, sous la République de Weimar, grâce à des fonctionnaires appartenant à des associations national-socialistes, puis par l'Allemagne nazie. Dans Gwalarn, Roparz Hemon refuse les influences du breton populaire, voulant créer une nouvelle langue bretonne avec de nouveaux mots pour les concepts modernes, et une grammaire standardisée. »*

On l'aura deviné la trajectoire de ces chantres du panceltisme sera d'un cohérence redoutable. Les « breiz atao » sombreront avec un sordide enthousiasme dans l'antisémitisme et se lanceront dans la collaboration avec le régime nazi. Après la Libération, ces miliciens-collabos, ces dénonciateurs de résistants pâtirent en Bretagne d'une réputation largement méritée. Le mouvement nationaliste breton eut alors du plomb dans l'aile. Pour gagner du terrain, il devenait indispensable de masquer ce lien entre le néo-breton et les thèses raciales. Pour ce faire, il aura fallu trois choses aux partisans de « l'autonomie bretonne » : mentir, toujours mentir, et encore mentir.

C'est pourquoi, au fil des pages, lecteur tu découvriras tout un univers incroyable de mauvaise foi intellectuelle et de bassesse. C'est une avalanche de faits, tous vérifiables et tous nauséabond, qui va déferler sur toi ! Le « Monde comme si », c'est le monde de ceux qui interdisent les parlers réels au nom de la liberté linguistique, qui taillent dans le langage véritable pour produire un « authentique »

qu'ils viennent d'inventer, qui coupent dans l'Histoire pour faire oublier leurs turpitudes. Lecteur, tu apprendras comment ce néo-breton sert de base à une pyramide académique, au sommet de laquelle trône une bande de professeurs, d'éditeurs et d'artistes « celtiques ». Tout ce déploiement élitiste rapporte aux uns une clientèle obligée et aux autres carrières et subventions de toutes sortes, (subventions régionale bien sûr, mais tout autant étatiques - on n'est pas très regardant quand il s'agit d'encaisser de grosses prébendes - aussi bien que patronales). Tu verras comment ils s'y prennent pour étouffer toute critique (car tout ce petit monde connaît les faits que dénonce F. Morvan mais ne veut surtout pas que le naïf de base soit affranchi !). De droite ou de « gauche », ils se donnent tous la main pour préserver leur pré-carré. Lecteur, tu souriras au début en apprenant comment tous ces professeurs, grammairiens, écrivains, artistes, éditeurs au noms biens franchouillards se sont inventé des noms de pacotille, à consonance bretonne, pour faire « plus vrai », plus « authentique »... mais tu perdras probablement ton sourire en constatant que tout ce qu'on te présente comme « typiquement breton » a été inventé de toute pièce pour servir les logiques libérales en général et les intérêts patronaux régionaux en particulier. Car ce décor que les nationalistes bretons placent sur un monde qu'ils ont détruit a un visage économique, c'est le « capitalisme breton ».Grâce aux grands propriétaires et industriels bretons une morne plaine remplace les bocages d'autrefois. Sous la houlette des financiers bretons (qui arrosent à fond la « bretonitude » et qui sont soutenue sans faille par elle), le miracle breton s'étale sous nos yeux : des porcheries industrielles, des nappes phréatiques contaminées... partout des villages en fin de vie, mais quelques usines qui inondent le monde entier de pâté et de boudin breton, et pour couronner le tout, avec des « salaires bretons », c'est-à-dire inférieurs à la moyenne nationale. .

Ces quelques lignes ne peuvent pas rendre compte d'un ouvrage aussi fourni, aussi dense, aussi libérateur. Un dernier mot : il faut lire ce livre pour bien comprendre que le régionalisme n'est pas un petit délire inoffensif mais une bien sale affaire.

Notes :_1.- p 199. La première réunion d'adhérents de BA se tiendra en juillet 1919 dans les locaux des monarchistes traditionalistes de l'Action française ! _2.- p 213.

« Le monde comme si » de Françoise Morvan est publié aux éditions Babel (10 euros environ suivant les librairies).

LE POINT DE VUE DE L'AUTEURE SUR CETTE NOTE DE LECTURE

Nous avons lu sur le site de F. Morvan :

«Découvert par hasard sur le site de la CNT, un article très intéressant (mais je précise au passage que je n'ai jamais été une militante régionaliste ou nationaliste : même lorsque j'ai voulu fonder une école Diwan pour que ma fille échappe à l'enseignement traditionnel, j'étais rebelle à tout enrôlement — et c'est bien d'ailleurs ce qui m'a amenée à refuser net de récrire les carnets de Luzel, outrage au maître impensable pour un militant. Je note aussi, tant qu'à y être, que le terme « régionaliste » est généralement employé à la place d'« autonomiste », « fédéraliste » voire « indépendantiste », mais je ne connais pas plus de militants régionalistes que de militants provincialistes). Tout cela n'est que pinaillage en regard d'une analyse aussi juste mais c'est l'occasion d'apporter quelques précisions sur des points que je n'ai jamais l'occasion d'aborder ».

Dans un courrier qu'elle nous a adressé par la suite, elle ajoute :

«... c'est bien l'article le plus intelligent écrit sur ce livre ».

LES BEAUX NIAIS ROUGES

Tous ensemble sous un même bonnet : la Bretagne encourage le mariage interclassiste

L'arrière plan idéologique de l'actuelle fronde bretonne illustre, par sa confusion, le désarroi qui semble s'être emparé des consciences : excédée, désorientée, une part non négligeable des classes populaires se laisse circonvenir par des manipulations douteuses. Le chômage et la peur de la misère exercent une pression terrible, si bien que, même en Bretagne, on ne sait plus à quel saint se vouer.

Les modèles de société portés par la droite (*« le rêve américain »*, cher au sarkozysme, qui promettait la fortune à celui qui *« travaillait dur »*) et la gauche (la chimère social-démocrate d'un *« capitalisme à visage humain »* contrôlé par un Etat protecteur, bienveillant et redistributeur) s'effondrent sous le poids de leurs mensonges, minés par la Krise. Sérieusement défigurée par l'épouvantable contre-modèle soviétique, l'idée de Révolution a, elle aussi, du plomb dans l'aile, même si elle continue à hanter à la fois les consciences et les manipulateurs sans scrupules qui n'hésitent pas à utiliser des références révolutionnaires pour des projets qui ne le sont guère.

C'est cette absence, ce vide idéologique, ce manque de projet sociétal qui a permis le retour en force de vieilleries que l'on espérait définitivement passées à la trappe : régionalisme, fascisme, communautarismes éthiques ou religieux. Les vieilles recettes du capitalisme pour maintenir son règne manquent terriblement de nouveauté, mais on est obligé de constater, hélas, qu'il se trouve toujours des crédules, des désorientés pour leur accorder crédit.

Fascisme, nationalisme et régionalisme, en plaçant au centre de leur credo l'union sacrée des classes sociales contre un ennemi commun (qu'il soit intérieur ou extérieur), ont toujours conduit à une aggravation considérable des conditions de vie des travailleurs.

Dans cette société en crise profonde, en mal de récits imaginaires ou historiques qui puissent transcender une réalité difficile à vivre et qui permettent l'adhésion ou l'identification à un passé commun, l'exhumation de la révolte des « Bonnets Rouges » apparaît comme un très bon coup de communication.



Pour les idéologues du mouvement, il s'agit d'effectuer une récupération symbolique, de s'accaparer un héritage qui va permettre à un ensemble d'acteurs hétéroclites de se trouver une appartenance commune, une homogénéité fondée, légitime : l'objectif étant de fédérer des intérêts de classes antagonistes derrière l'étendard d'une révolte historique dont on ne retiendra que les dimensions régionales.

Ce serait, dit-on, Thierry Merret l'actuel leader de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) du Finistère qui aurait eu « l'idée géniale » du bonnet rouge. Pour qui connaît l'implication et les responsabilités énormes qui incombent à la FNSEA (la Fédération nationale de ces mêmes syndicats d'exploitants agricoles) dans les graves problèmes que traversent l'agriculture bretonne et l'agroalimentaire, cette conversion à l'insurrection rouge a de quoi surprendre. La FNSEA a toujours, en accord avec les pouvoirs publics, poussé les agriculteurs vers l'intensif, le productivisme, l'industrialisation, l'endettement et, en fin de compte, la ruine. Beaucoup plus proche d'un lobby patronal que d'un syndicat, la FNSEA a souvent tenu un double discours : collaborationniste avec les pouvoirs publics à tous les niveaux des instances qu'elle contrôle au sein des chambres d'agriculture et des soi-disant « coopératives » qu'elle gère, elle peut le cas échéant (en cas de surproduction ou de mévente) tenir des propos révoltés aux accents poujadistes, corporatistes et appeler à des « actions dures ». Tandis que les gros bonnets, les agrimanagers - qui ne se salissent jamais les mains - vaquent à leurs occupations habituelles dans les salons de Paris ou de Bruxelles, on envoie les troupes (composées en général de plus modestes agriculteurs) en première ligne.

La logique libérale défendue par la FNSEA a conduit en dix ans un quart des exploitations agricoles bretonnes à disparaître. Aviculteurs (chaque exploitation élevant des dizaines de milliers de poulets en général dans des conditions lamentables) et producteurs de porcs (ateliers également gigantesques) se trouvent, du fait de la mondialisation, en concurrence avec des groupes encore plus gros et encore plus « performants » (ceux du Brésil notamment) : les marchés leur échappent et la faillite est en bout de chemin. La production maraîchère, convertie également depuis les années 60 au productivisme outrancier, n'est pas mieux lotie et se heurte également à une forte concurrence.

Étroitement tributaire des transports routiers pour l'acheminement de sa production massive vers les lieux de transformation (abattoirs), de conditionnement (usines diverses) ou d'expédition (les ports), l'agriculture industrielle se trouve donc tout naturellement alliée aux camionneurs.

La fameuse « écotaxe » qui « pénalise » les transporteurs va servir à la fois de trait d'union entre ces deux secteurs en crise et de catalyseur à la fronde. La faillite de l'agroalimentaire breton entraîne par un effet domino toute l'économie régionale dans une crise dont l'issue semble lointaine.

En bout de chaîne, ce sont les ouvriers, transformateurs de produits agricoles, qui trinquent le plus sévèrement. Pour eux la menace n'est pas à conjuguer au futur : la lettre de licenciement est là, sur la table.

On sait assez peu que la Bretagne comprend un taux élevé d'ouvriers dans sa population active (22 % contre moins de 15 % pour les autres régions), avec un taux de chômage qui se situait jusqu'à présent autour de 8 %. C'est sans doute la rapidité et la brutalité avec laquelle les licenciements se sont abattus sur la région, plutôt protégée jusqu'alors, qui peut expliquer en partie que la volonté de sauver l'emploi à tout prix, ait pu conduire un certain nombre d'exploités à faire front com-

mun avec leurs exploiteurs.

Les « Bonnets Rouges » de 1675 semblent, pour autant qu'on puisse le savoir, avoir eu une conscience plus aigüe de leurs intérêts*1. Il s'agit d'une insurrection populaire paysanne à laquelle des artisans prêtent main forte. C'est une jacquerie en bonne et due forme, avec incendies et pillages de châteaux. La fronde va durer cinq mois et on verra même apparaître une très éphémère république égalitaire baptisée la « liberté armoricaine ». À partir de septembre l'armée exerce une répression féroce sur le mouvement : pendaison des meneurs par centaines, condamnations très nombreuses aux galères et, enfin, début d'une longue et punitive occupation de la région. La troupe loge et se nourrit chez l'habitant, toutes les exactions semblent avoir été permises. 114 ans avant la grande Révolution le pouvoir avait été ébranlé, puis rétabli dans le sang.

Le bonnet rouge était à l'époque le couvre-chef habituel des hommes de centre-Bretagne et est donc devenu le symbole de leur insurrection. La couleur rouge est associée depuis longtemps à l'émeute et à la colère populaire (du moins avant que les adorateurs de Lénine et Staline ne se l'accaparent) et le fait que les actuels bonnets soient rouges n'est évidemment pas un hasard : la référence historique s'étend au-delà de la seule révolte de 1675 dans un but évidement racoleur*2. Si les idéologues du mouvement actuel avaient choisi de se référer à la chouannerie, l'enthousiasme et l'adhésion eussent sans doute été moindres.

Matériellement parlant, c'est l'entreprise Armor-Lux - bien connue pour ses pulls et ses bonnets marins - qui a fourni gracieusement les premiers couvre-chefs à la FDSEA et aux camionneurs lors de la première manifestation à Pont-de-Buis, puis quelques milliers auraient été vendus à prix coûtant (4 euros) lors de la manifestation de Quimper. Depuis les ventes auraient grimpé jusqu'à 60 000 (au prix de 12 euros). On le voit, pendant « l'insurrection », les affaires continuent. Pour la petite histoire il faut savoir que Armor-Lux fabriquait les uniformes de la police nationale jusqu'à une date récente, vaste marché juteux qui lui a échappé au profit d'un concurrent... à quoi tiennent les engagements politiques !

30 000 personnes d'après les organisateurs (moitié moins selon la police) se sont donc retrouvées à Quimper le samedi 2 novembre*3. Dans la foule, au-dessus de laquelle flotte une marée de drapeaux bretons, on pouvait relever, pêle-mêle, la présence du MEDEF (le lobby patronal) de Bretagne, des leaders et des troupes de la FNSEA, des patrons de la grande distribution, des entrepreneurs et d'un certain nombre de salariés du transport routier, des employés licenciés du GAD et de Tilly Sabco avec leur patron Sauvaget, de Marc Hébert leader F.O du Finistère. Également présents des élus UMP*4 et l'ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou.

Au milieu de tout ce monde l'UDB (Union démocratique bretonne) classée « gauche autonomiste » côtoyait le mouvement Jeune Bretagne (proche du Bloc identitaire) et le Parti du Peuple Breton (autre groupuscule séparatiste et d'extrême droite).

Ce même jour à Carhaix à 70 km de là, la Confédération Paysanne, la CGT, SUD et la FSU appelaient à un autre rassemblement, sans doute désireux de ne pas cautionner par leur présence le confusionnisme ambiant : on a beau être réformiste, cogestionnaire et responsable de l'effondrement de la combativité des travailleurs, on essaye quand même de sauver son image.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, seulement 2 000 personnes à Carhaix. La « tendance lourde » est au confusionnisme et chez les manifestants ouvriers de Quimper, l'identité

régionale supplante l'identité de classe. L'appellation du collectif qui était à l'origine de la manifestation de Quimper, *« Vivre, décider et travailler au pays »* annonce assez clairement le programme : l'union des décideurs et des travailleurs sous le drapeau breton.

La confusion atteint des sommets le 4 novembre à Morlaix : le fameux patron (Sauvaget) de Tilly Sabco (abattoirs de poulets) envahit la sous-préfecture à la tête de 200 manifestants, appuyés par quelques aviculteurs désormais sans débouchés. Le patron réclame des aides de Bruxelles pour faire éventuellement repartir l'entreprise. Assez largement médiatisée, cet épisode plutôt rare, dans les annales des conflits sociaux, permet au patronat de se présenter comme la victime d'une politique étatique injuste, au même titre que les ouvriers.

Voilà patrons et ouvriers égaux devant la crise, menant un même combat ! Cette mise en scène permet d'annihiler les « réflexes de classe » des exploités en désignant l'Etat, pourtant depuis toujours allié naturel et défenseur des exploiteurs, comme seul et unique responsable.

Les affrontements violents survenus au sein du groupe GAD entre les salariés licenciés du site de Lampaul-Guimiliau et ceux du site de Josselin – qui, eux, ont gardé leur emploi - révèlent combien les valeurs de solidarité et d'identité de classe ont été mises à mal par la crise.

Comment en est-on arrivé à cette perte de « conscience de classe » chez ces travailleurs qui pensent avoir des intérêts communs avec leur patron ?

Depuis trente ans et plus les conditions du travail se dégradent, les syndicats reculent à chaque négociation et n'apparaissent plus à personne comme susceptibles de remporter quelque victoire que ce soit. La gauche de gouvernement et ses alliés fidèles appliquent, en gestionnaires honnêtes des intérêts de la bourgeoisie, la même politique d'austérité que la droite. Un véritable déluge de « plan sociaux » (plus de 1 000 en un an) s'abat sur les travailleurs. Rien ne semble pouvoir arrêter l'offensive étatique et patronale. Cette ambiance de « débâcle ouvrière » ne favorise pas l'organisation d'une résistance au niveau national ou international, mais renforce au contraire le sentiment d'isolement autorisant l'émergence de l'illusion des « solutions » locales, régionales.

Le retour de l'affirmation des identités régionales, aux aspirations nécessairement floues et contradictoires, n'affecte pas durablement les pouvoirs en place qui préfèreront toujours affronter une colère régionaliste, même affublée d'un bonnet rouge, qu'un véritable mouvement social révolutionnaire.

: _1.- La référence faite par le mouvement actuel aux « Bonnets rouges » historiques est totalement abusive et malhonnête. S'il y a bien eu une révolte essentiellement urbaine contre une taxe (dite du « papier timbré », un impôt qui touchait essentiellement les bourgeois) dans la même période, le soulèvement historique des « Bonnets rouges », a été quant à lui celui du petit peuple breton contre ses exploiteurs bretons et point du tout un mouvement régionaliste. _2.- Les communistes (même si l'existence d'un « bastion rouge » en Centre-Bretagne est peu connue) se sont eux-aussi, avant-guerre puis surtout en 1944, revendiqués de l'héritage des « Bonnets rouges », notamment au sein des maquis tenus par les Francs-Tireurs et Partisans. Cette revendication est ensuite tombée en désuétude. _.3.- Il y a 2 millions et demi d'habitants en Bretagne. _.4.- De fait, il y a fort peu d'élus UMP en Bretagne. Le PS et ses alliés disposent de 22 sièges sur 27 dans les 4 départements, 12 sièges sur 14 chez les sénateurs, 63 sur 83 au conseil régional. En 40 ans la région a basculé de la démocratie-chrétienne au PS.

UN PETIT TOUR PAR L'EX-YOUGOSLAVIE

RETOUR D'EXPERIENCE

- Tu as bien connu la Yougoslavie, c'était un Etat composé de populations qui ont eu depuis des revendications nationalistes fortes, aboutissant à la disparition de l'Etat central et à la création d'une kyrielle de nouveaux Etats. Comment se passait la cohabitation sous Tito ?

Plutôt bien. Par exemple, c'était un pays où les religions cohabitaient paisiblement. Ainsi en Bosnie, les mosquées côtoyaient les églises, orthodoxes ou chrétiennes (c'est toujours le cas, même si le mélange est moins flagrant qu'avant). L'islam, hérité des turcs, était loin d'être radical. Il faut savoir que la cohabitation religieuse existait depuis six siècles. Pendant l'occupation ottomane, les gens dépendaient d'administrations différentes selon leur religion, quand bien même ils habitaient au même endroit. Dans certaines familles, on envoyait un fils faire des études à Peć (Kosovo – administration orthodoxe) et l'autre à Istambul, afin de pouvoir profiter des avantages de l'une et de l'autre administration.

- Y avait-il à cette époque des revendications sécessionnistes, comment étaient-elles traitées ?

À l'époque de Tito, la revendication sécessionniste la plus forte était celle des Albanais du Kosovo. Son autonomie aurait été donnée pour calmer ces revendications, en permettant notamment d'avoir des écoles, des universités et des médias en langue albanaise. Cela n'a pas apaisé les tensions et la situation de la région n'est pas encore apaisée aujourd'hui.

Les autres régions ne connaissaient pas de mouvement séparatiste significatif à l'époque de Tito. On pourrait se demander si c'est parce que ces mouvements étaient « tués dans l'œuf », mais on observera que les prisonniers politiques du régime (peuplant notamment l'île de Goli Otok), de moins en moins nombreux au fil des décennies, étaient avant tout des communistes trop proches de Moscou, et non pas des séparatistes.

Cependant, en 1971, un soulèvement croate a eu lieu, sévèrement réprimé. Ce mouvement ne réclamait pas directement une autonomie, mais plutôt une redistribution plus favorable des revenus du tourisme (principalement perçus en Croatie).

- Peux-tu nous rappeler comment ça s'est passé à la mort de Tito ?

Dans les années 70, la Yougoslavie avait d'importantes rentrées de devises, d'une part par les recettes du tourisme, d'autre part par les revenus des émigrants allant, pour quelques temps, faire fortune en Europe occidentale (principalement en Allemagne et en France), et envoyant de l'argent à leurs familles. Cela provoquait une dévaluation constante de la monnaie yougoslave (le Dinar).

À sa mort, Tito a laissé le pays avec une dette extérieure très importante, suffisamment pour que le FMI y dicte une politique « de sauvetage » à sa mani-ère au milieu des années 80. L'« assainissement économique » imposé par le FMI, s'appuyait sur des fusions des grandes usines du pays, leur gestion par des banques centrales et une forte pression sur les salariés, sommés de s'adapter aux « réalités économiques ». De nombreuses usines

jugées non-rentables ont été fermées. La hausse du chômage et la baisse du niveau de vie des travailleurs se sont heurtées rapidement à une contre-offensive ouvrière et à de nombreuses luttes sociales, cela dans un contexte de dévaluation exponentielle. À la fin des années 80, les prix changeaient deux fois par jour. En 1987, une feuille de papier toilette valait plus que le billet de 10 dinars !

- Comment sont apparus et se sont développés les courants indépendantistes. De quels soutiens extérieurs éventuels ont-ils bénéficié ?

C'est à ce moment que les revendications nationalistes ont émergé.

Les Slovènes ont rapidement oublié la langue officielle (ils apprenaient les deux langues à l'école, le slovène et le serbo-croate) ce qui a poussé de nombreux yougoslaves non-slovènes à devoir quitter la région au point d'y créer une pénurie de main d'œuvre, alors qu'ailleurs le chômage était en forte hausse.

La Serbie, si elle faisait partie des régions riches, défendait encore l'unité Yougoslave à la fin des années 80. Toutefois, le nationaliste Slobodan Milošević a utilisé le contexte du Kosovo pour accéder aux commandes de la Serbie — arguant que si l'autonomie de la région n'avait pas apaisé les revendications sécessionnistes des Albanais, alors il fallait remettre en question cette autonomie. A ce moment, ses positions libérales (sur le plan économique) lui ont assuré le soutien des occidentaux.

En Croatie, les mouvements séparatistes ont pris rapidement de l'ampleur, soutenus notamment par les anciens Oustachis (pronazis exilés par la filière vaticane en Amérique latine, en Amérique du nord et en Espagne après la seconde guerre mondiale). C'est avec eux que Tudjman, ancien du parti communiste s'est allié pour fonder le HDZ en 1989, parti qui sera élu à la tête de la Croatie en 1990 et qui mènera le processus d'indépendance. Ce parti a reçu l'aide des services secrets allemands et autrichiens. A noter que Jean-Paul II a encouragé et rapidement reconnu l'indépendance de la Croatie.

Le HDZ portait notamment les objectifs des anciens oustachis de rétablir les frontières l'État indépendant de Croatie (1941-1945) qui comprenaient entre autres la Bosnie-Herzégovine. De plus, la Bosnie-Herzégovine est un passage quasi obligé pour desservir le sud de la côte Adriatique.

À la proclamation de l'indépendance de la Croatie, la Bosnie-Herzegovine devenait donc un enjeu majeur pour les Croates. L'armée fédérale de ce qui restait de la Yougoslavie avait été massée le long de cette frontière. Des mobilisations massives avaient eu lieu pour maintenir cette présence, ce qui avait donné lieu à de nombreuses désertions (et donc un exode vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada notamment).

L'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, soutenue par une partie de l'Union Européenne (notamment l'Allemagne et l'Italie), par l'Iran et par la Croatie, a été soumise à un référendum, boycotté par les opposants (principalement les Serbes, qui constituent un tiers de la population). Le refus de la reconnaissance de cette indépendance par les Serbes mettra le feu aux poudres, au sens propre du terme.

- Quel a été le rôle des questions « linguistiques » et « culturelles » dans ce développement ?

Le serbo-croate était la langue de la Yougoslavie de Tito. Elle était parlée dans la majeure partie du pays, où elle était enseignée conjointement aux langues des républiques de la fédération (Macédonien, Slovène, …). Cet enseignement n'était toutefois pas obligatoire

(au Kosovo notamment, de nombreux Albanais ne parlaient pas le serbo-croate). Le serbo-croate peut s'écrire aussi bien à l'aide de l'alphabet cyrillique (utilisé dans le sud du pays, de la Bosnie à la Macédoine en passant par la Serbie) qu'avec l'alphabet latin (Croatie et Slovénie, mais aussi en Bosnie, Serbie et Monténégro qui utilisent indifféremment l'un et l'autre).

En Slovénie, on a vu que l'« oubli » rapide du serbo-croate par la population a créé un climat difficile pour les non-slovènes.

En Croatie et en Serbie, chacun a cultivé ses particularités, notamment en termes de vocabulaire. Les Serbes, et avant tout ceux de Bosnie, ont favorisé l'usage du cyrillique. Mais les deux langues sont tellement proches qu'il n'a pas été réellement possible de les différencier. Il est ridicule de lire, côte à côte, sur les modes d'emploi un texte en croate et un en serbe, tous deux parfaitement compréhensibles par les uns et les autres, mais rédigés l'un à la forme passive et l'autre à la forme active pour faire croire que les deux langues sont différentes !

Au niveau culturel, les animosités avec les musulmans de Bosnie et les Albanais du Kosovo ont beaucoup appauvri la Serbie de l'héritage oriental ottoman. Toutefois, et notamment pour des raisons touristiques, cet héritage (culinaire, mais aussi artisanal – travail du cuivre, tapis, …) réapparait timidement.

En revanche, les religions sont beaucoup plus présentes. Marquant les différences (catholique pour les croates et les slovènes, musulmane pour les bosniaques et les albanais, orthodoxe pour les serbes et macédoniens), chacun a affirmé son identité en se réfugiant derrière sa religion. En Bosnie-Herzegovine et au Kosovo les religions ont permis de tracer des frontières entre des populations là où il n'était pas possible de tracer des limites géographiques.

- A-t-il existé des courants anti-indépendantistes ? Que sont-ils devenus ?

Les courants indépendantistes ont bénéficié de soutiens extérieurs, ce qui les a rendus puissants lorsque l'opposition au régime communiste a émergé. De fait, ils ont aussi été vus comme une alternative qui avait des chances de s'opposer au communisme à une époque ou le tournant libéral était quasi-mondial.

Cela n'a pas laissé la place à des courants anti-indépendantistes. En Serbie, une grande partie de la population a longtemps espéré maintenir l'unité yougoslave, volonté reprise par les politiques (et même par le nationaliste Milošević) affichant que ce sont les « autres nationalistes » qui ont voulu l'éclatement du pays, pas les Serbes.

Ailleurs, l'idée d'indépendance ne s'est pas imposée massivement avant la fin des années 80.

- D'après toi, qu'attendaient réellement de l'indépendance les populations - avec tout ce que ce terme a d'imprécis - qui l'ont demandée ?

Difficile en effet de connaître les motivations de chacun. Il n'est pas anodin de constater que les premières régions à avoir accédé à l'indépendance sont celles, situées aux portes de l'Europe occidentale, qui possédaient une industrie forte ainsi que la plus grande partie des revenus du tourisme. Ces régions entendaient sortir de la crise en conservant pour elles l'intégralité de ces sources de revenus, auparavant redistribuées sur l'ensemble du pays.

Ensuite, l'idée d'indépendance était associée à celle d'une « réappropriation régionale » des moyens de production et des richesses. Une prise du contrôle, par une

administration « régionale », plus proche de la population permettait de croire qu'il serait mis fin à la très dure pression sur les conditions de vie de l'ensemble de la population. Bien entendu, cela n'a été qu'une tragique illusion !

Les motivations en Bosnie-Herzegovi-ne ont été assez différentes. Les Croates de Bosnie ont certainement espéré en intégrer une partie dans la Croatie. Les Serbes se sont opposés à l'indépendance. Quant aux musulmans, il y a certainement un mélange entre une volonté de rester neutre vis-à-vis des Serbes et des Croates, un sentiment d'avoir toujours été déconsidérés au sein de la fédération Yougoslave (à titre d'exemple, nos « histoires belges » étaient des « histoires de Bosniaques »), et l'éventualité de tirer leur épingle du jeu dans la débandade que connaissait le pays.

Il ne faut pas non plus négliger les cicatrices accumulées par tous ces peuples tout au long de l'histoire, et les vieilles rancœurs ont ré-émergé avec les nationalismes.

- Tout cela s'est passé il y a une trentaine d'années. Les aspirations des populations ont-elles été réalisées ? Quel tableau peux-tu brosser, Etat par Etat, des « résultats » ?

La Slovénie, rapidement intégrée à l'UE, a tout d'abord été un bassin de production à bas salaires proche des pays de l'ouest. Toutefois, le déficit de main-d'œuvre que connaissait déjà le pays avant son indépendance a permis de remonter le niveau de vie de ses habitants, mais les productions à bas coût sont en train de se déplacer, vers la Roumanie notamment, et la situation est donc évolutive.

La Croatie a connu une modernisation très rapide au prix d'une dette extérieure plutôt élevée, mais profite d'importants revenus du tourisme. Le niveau de vie de ses habitants se situe dans la moyenne des pays de l'UE.

La Bosnie-Herzegovine en revanche, peine à se relever de la guerre qu'elle a connue. Sa partie Croate semble avoir été rénovée, mais les voies de communication n'ont pas connu l'essor qu'on pouvait attendre. En revanche de très nombreuses églises catholiques y ont été érigées. Aux « frontières ethniques » la tension est encore palpable. Il suffit de traverser le pont de Mostar pour s'en rendre compte. Dans le reste du pays, les traces d'une guerre qui a plus de vingt ans n'ont pas disparu. Le temps semble s'être arrêté. Le chômage y est très élevé.

C'est le cas aussi en Macédoine, devenu le pays le plus pauvre d'Europe. Le passage de la frontière de la Serbie à la Macédoine est frappant. D'un pays où l'activité est présente, où les terres sont cultivées, d'un coup on entre dans un pays où les terres semblent désertées. Le guichetier de l'autoroute suggère de laisser les quelques denars*[1] de monnaie rendus sur 1 € aux mendiants qui tendent la main derrière la barrière. Ce pays a la réputation d'être le centre de nombreux trafics.

Les trafics (cigarettes, contrefaçon, voitures, ...), ajoutés aux revenus du tourisme ont évité l'effondrement économique du Monténégro. Le tourisme s'adresse particulièrement aux ressortissants des pays de l'ex-Union Soviétique. De nombreux panneaux publicitaires écrits en russe vantent les vols directs ou l'achat d'appartements en bord de mer dans des résidences en construction. En s'éloignant du grouillement de la côte, le reste du pays semble maintenir une activité, à un rythme moins soutenu qu'en Serbie. Toutefois, le chômage y est moins important.

La Serbie a dû se relever des deux années de blocus, suivies quatre ans plus tard par les bombardements de l'OTAN qui ont touché de nombreux sites industriels. Au début du XXIe siècle, le pays semble avoir pris le train de la mondialisation. Les centres des villes

principales ont vu s'installer de nombreuses banques aux enseignes européennes (Bundesbank, Société Générale, Crédit Agricole, …), *« Comme si on avait de l'argent »* disent les Serbes. De nombreux magasins se sont ouverts, parfois avec des enseignes bien connues en France, et des supermarchés apparaissent petit à petit. Sur les marchés, on a du mal à trouver des paysans qui vendent leur propre production comme c'était le cas il y a quelques années, et grâce auxquels le pays a pu se nourrir pendant les années difficiles. Si la plupart des aliments restent produits localement, on en voit apparaître qui viennent de loin. Mais les gens se sont rendu compte de la baisse de qualité des variétés vendues ; cet été j'ai entendu : *« Quand tu nous racontais qu'en France les tomates n'avaient plus de goût on ne te croyait pas. Maintenant, on a les mêmes ».*

Le niveau de vie des Serbes leur permet de vivre à peu près normalement, mais pas dans l'opulence. Ils se nourrissent, se logent grâce notamment aux immenses maisons qu'ils ont construit à l'époque communiste, et prennent des crédits pour s'équiper. Néanmoins, et de façon particulièrement visible à Belgrade, une classe moyenne supérieure émerge (la classe bobo ?). Sans compter bien sûr les fortunes mafieuses, que l'on retrouve autant en Serbie qu'en Bosnie-Herzegovine, au Montenegro et probablement en Macédoine.

- Et plus spécifiquement, quelle est la situation des ouvriers, des salariés, des petits producteurs ? L'indépendance a-t-elle servi à développer leurs luttes, à établir leurs droits ?

En Serbie, les usines ont été rachetées par des multinationales occidentales qui en tirent le maximum de profit possible. Les machines sont vétustes et un minimum d'investissements est fait. On fait tourner ces usines à plein régime, sans même prendre le temps nécessaire à l'entretien, et les ouvriers sont sommés de tout faire pour éviter la panne. Lorsqu'elle survient, si l'investissement nécessaire au redémarrage s'avère trop important, il arrive que l'on mette tout simplement la clé sous la porte.

Parallèlement à cette exploitation des infrastructures, la main-d'œuvre est bon marché (salaire : moins de 300 € mensuels) pour un rendement plutôt favorable. Et tout est fait pour la rendre encore plus rentable. La dernière réforme du travail (printemps 2014) va dans ce sens et a été adoptée grâce à la complicité des syndicats qui ont été plutôt bien servis par cette réforme. C'est pour ça que de nombreux mouvements autonomes ont vu le jour, faisant écho aux révoltes dites « de Tuzla » (en Bosnie-Herzegovine), qui ont fait tache d'huile jusqu'à Belgrade (et même jusqu'à Niš). De nombreuses luttes perdurent à travers le pays, au cas par cas selon la situation de telle ou telle usine. Le bulletin anarchosyndicaliste Direktna Akcija (Action Directe), relate chaque mois de telles révoltes, allant parfois jusqu'à des sabotages.

- Pour conclure...

Trente ans après le début du processus de création de micro Etats sur la base des régions précédentes, le bilan peut sembler contrasté. Certains pays (si on regarde très globalement) s’en sortent, d’autres ont sombré dans la misère la plus sauvage ou sont aux mains de véritables mafias. Ce qui est sûr, c’est que partout, les usines, les grands moyens de production et de distribution sont passés –passent et passeront pour ceux qui restent encore « locaux »- aux mains de multinationales qui appliquent la même politique que partout ailleurs, d’autant plus facilement que les nouveaux Etats bradent sans vergogne les droits sociaux.

Note : _1.- Depuis 1993, le denar est la monnaie officielle de la Macédoine (en macédonien денар, MKD).

Nationales, régionales ou ethniques, les "identités" sont une arme du pouvoir

Dans les périodes de crises, économiques et/ou sociales, par les temps instables, les individus peuvent se sentir perdus et déboussolés. Certains cherchent alors à se rassurer et se crispent sur des idées reçues séculaires et faisandées mais qu'il est facile de remettre au goût du jour, moyennant un petit vernis moderne. Alors, les religions et sectes se réactivent, alors certains arborent leur « appartenance » à un « groupe ethnique », « national », « régional » ou « racial ».

Nous n'échappons pas en France à cette tendance régressive. Pour ne prendre que le dernier exemple, les affirmations identitaires bien franchouillardes (illustrées par la création du "ministère de l'identité nationale") se mêlent à celles, non moins identitaires, des régionalistes qu'ils soient bretons, basques ou occitanistes. Elles font d'ailleurs bon ménage, et le même élu qui, député, vote à Paris pour l'identité nationale, prend soin, en tant que maire, de publier une page en langue régionale dans son bulletin local.

Des mouvements ethnicistes

Reste que, si certains trouvent normal de se revendiquer « Français de France », « Occitan del païs » et autres sottises du genre pour définir leur ligne politique, pourquoi donc d'autres ne se définiraient-ils pas politiquement, en suivant le même raisonnement, comme « Tribu noire », « Arabe de ceci » ou autres « Indigènes de cela » ? Il y a là un créneau politique. Certains s'y sont jetés : plus ou moins discrètement, des mouvements ethnicistes sillonnent les banlieues pour convaincre des gens que, s'ils sont opprimés c'est parce qu'ils sont noirs (ou, éventuellement d'une autre couleur) et que leur ennemi, c'est leur voisin blanc (ou d'une autre « race », ou plus classiquement encore, l'individu d'une autre religion).

A partir de ces prémices simplistes, ces mouvements développent un discours structuré. Leur discours, construit en miroir des discours identitaires à l'européenne, peut s'avérer séducteur. On peut d'ailleurs prévoir qu'ils recevront, au nom du relativisme culturel, l'appui de « penseurs de gauche » et même de certains libertaires. Il en est déjà parmi ces derniers qui se vautrent, contre toute logique, dans les régionalismes. Avec la même absence de raisonnement, ils soutiendront bien des mouvements constitués sur bases carrément raciales.

Face à cette dérive prévisible, nous, anarchosyndicalistes, réaffirmons que les notions de « race » ou « d'ethnie » n'ont pas de réalités biologique et ne sont utilisées que pour masquer les véritables problèmes qui se posent aux individus, pour segmenter la classe des opprimés au profit des puissants.

Si nos objections concernant l'Etat national, et/ou régional ont déjà étaient abordées à maintes reprises dans les pages de ce journal*[1], il faut rappeler que les typologies, qui classent les individus dans une « race » ou une « ethnie » et en tirent des conséquences (les « noirs » sont comme ceci et comme cela,…) sont une incongruité qui n'a aucun fondement scientifique. De fait, quand on étudie le patrimoine génétique d'une population, il est évident qu'il

n'a pas du tout cette belle homogénéité que supposent les théories raciales ou ethnicistes. Tout au contraire. Ainsi, un de nos lecteurs pyrénéen peut-être génétiquement beaucoup plus proche d'un de nos lecteurs guatémaltèque que d'un autre pyrénéen. Et s'il a besoin d'une greffe (de rein, de cœur), c'est alors un rein "guatémaltèque" qui conviendra, bien mieux qu'un rein "pyrénéen". D'ailleurs, les médecins qui font des greffes, tout comme ceux qui font des transfusions sanguines, se moquent pas mal de la supposée origine ethnique ou de la couleur de peau du donneur et du receveur (qui en France n'est même pas notée)*2.



Un niveau plus trivial d'observation montre déjà que, dans quelque groupe supposé « ethnique » que ce soit, il existe des différences génétiques notables entre les individus : certains sont plus grands, d'autres plus petits, certains ont de grande oreilles, d'autres pas, etc. Il serait tout aussi ridicule de classer les gens selon la taille de leurs oreilles (et d'en tirer des conséquences sur leur comportement !) qu'il est ridicule de les classer par couleur de peau ou origine géographique de leurs ancêtres. Sur le plan biologique, scientifique on sait avec certitude que l'espèce humaine est une et qu'elle est indivisible en « races ».

Culture et histoire : deux mythes reformatés pour les besoins de la cause

Les bases « culturelles », « historiques » que mettent également en avant les mouvements ethnicistes pour se justifier n'ont pas plus de réalité. Car la culture à laquelle ils se réfèrent est avant tout un mythe systématiquement reformatée pour les besoins de la cause et l'histoire est réécrite dans le même but. Ceux qui affirment que, tout compte fait, le colonialisme a été bénéfique aux colonisés participent de la même dynamique du mensonge que ceux qui prétendent que tous les « blancs » sont les successeurs des trafiquants de l'immonde traite des noirs et donc en sont responsables. Ceux qui affirment que la délinquance, c'est « que les arabes », décryptent (volontairement le plus souvent) aussi mal la réalité que ceux qui affirment que, si on est dans le ghetto des cités, ce n'est « que » parce qu'on est de « couleur ». C'est oublier un peu vite que « noirs » ou « arabes » ne sont jamais relégués dans les cités, s'ils remplissent une seule condition : être riches ! C'est oublier que l'Etat français déroule le tapis rouge avec la même aisance devant les dictateurs « blancs » ou de « couleur », que les enfants des émirs du pétrole n'ont jamais de problème de carte de séjour ! En réalité, si on se retrouve dans les ghettos, c'est parce qu'on n'est qu'un pauvre, qu'un petit ouvrier, un chômeur, un petit employé, c'est parce qu'on fait partie de la classe des exploités ! Le racisme, qui, en France, frappe de façon croissante les personnes de couleur

vient « en plus ». Il est d'ailleurs entretenu par l'Etat à travers ses structures (police, école,...) avec beaucoup de perversité.

Les inepties racistes et identitaires, quelque soit le bord qui les profère, doivent être dénoncées. Non contentes d'exacerber la haine entre individus, elles font le jeu du pouvoir et masquent les véritables sources des inégalités. Avançant de faux arguments, mais toujours faisant détourner les yeux des monstres que sont le capitalisme et l'Etat, elles font de plus appel à la lâcheté des individus : il est tellement plus aisé de s'attaquer à un groupe, surtout s'il est marginalisé et isolé, qu'au pouvoir, adversaire puissant et bien organisé ! Ainsi les rancœurs contre les frustrations créées par la machine capitaliste et étatique se voient détourner de leurs véritables sources. Les propos identitaires entretiennent la supercherie comme quoi les problèmes éventuels se résoudraient en cognant sur les petits et non sur les grands, cela même si on sait que ce sont les grands qui sont à l'origine des problèmes… Misérable logique !



Ils ont des racines, nous avons des neurones. Ça fait toute la différence

Pour notre part, les valeurs que nous défendons sont fondamentalement opposées aux aberrations xénophobes et identitaires.

En effet, ces doctrines se fondent sur l'appartenance d'un individu à une communauté qui le déterminerait, qui existerait pratiquement immuable (« pure ») de tout temps, une communauté dont l'individu ne pourrait jamais sortir et qui conditionnerait profondément tout son être, sans possibilité de transformation. Une communauté enfin à laquelle il faudrait se référer pour se « ressourcer », « comprendre d'où on vient et qui on est ». Bref c'est le discours, ressassé par tous les identitaires, qui veulent retrouver leurs « racines ».

Pour nous, anarchosyndicalistes, plutôt que de chercher à développer d'hypothétiques racines, ce qu'il faut développer, ce sont les neurones ! Ça fait toute la différence. Car, quand ils font fonctionner leurs neurones, loin d'être immuables, loin d'être des entités figées, définitivement prédéterminées, les individus, révèlent au contraire un énorme potentiel de création et de transformation. Nous avons la conviction que l'homme peut se changer, qu'il peut changer le monde. C'est ce potentiel que l'anarchosyndicalisme, aujourd'hui dans la lutte et demain dans une société libre, entend libérer et développer.

Notes : _1.- Notamment « Tentations régionalistes », dans Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées, N°93, Décembre 2005/Janvier 2006. _2.- La couleur de peau, les groupes sanguins, le système HLA, ne sont que quelques expressions du patrimoine génétique, parmi des milliers d'autres.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA CNT-AIT ET L'ANACHOSYNDICALISME

N'hésitez pas à passer à l'une de nos permanences, le samedi de 17 à 19 heures, au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse (près de la placedes Carmes et de celle du Salin, petite rue entre la rue Pharaon et la rue de la Fonderie), ou lors d'une de nos réunions-débat publiques (en moyenne tous les deux mois)
Consultez le site : **cnt-ait-toulouse.fr**

*****

BROCHURES

N°1 Charte de Lyon (CGT-SR), Charte de Paris (CNT), Déclaration de principe de l'AIT, Anarchisme et Anarcho-syndicalisme. [Epuisée]

N°2 Du syndicalisme révolutionnaire à la révolution.

N°3 L'idée des Soviets.

N°4 CNT et antimilitarisme.

N°5 Réflexion sur le chômage.

N°6 Le Monde Nouveau : schéma d'organisation d'une société anarchiste.

N°7 Le Monde Nouveau (suite).

N°8 Anarchosyndicalisme et autonomie populaire.

N°9 La pensée politique de Camus.

N°10 A propos des institutions représentatives du personnel.

N°11 La récupération politique dans les mouvements étudiants.

N°12 Le Revenu social minimum garanti.

N°13 L'action directe.

N°14 Espagne libertaire.

N°15 Le sabotage.

N°16 Espagne 1936 : révolution autogestionnaire.

N°17 Notre place dans le mouvement ouvrier français.

N°18 De la première Internationale à l'Association Internationale des Travailleurs.

N°19 Suède : la S.A.C. et le réformisme libertaire.

N°20 Le Guide de l'arrêté.

N°21 Fascisme et travail.

N°22 Techniques de luttes.

N°23 Quelques remarques sur le présent et le futur, Mouvements sociaux et subventions : les Bourses du Travail, Argentine : anarchisme ouvrier contre syndicalisme révolutionnaire, 1919 : la semaine tragique.

N°24-25 De la doctrine à l'action : l'anarchosyndicalisme, des origines à nos jours.

N°26 Immigration : réponses aux mensonges racistes.

N°27 Répression de l'anarchisme en Russie soviétique.

N°28 Les Prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent.

N°29 Les anarchistes espagnols et la résistance. Fascisme et religions : quelques rappels, Les E.S.R.I. : quand des étudiants "inventaient" le syndicalisme révolutionnaire.

N°30 Réflexions sur le transport.

N°31 La Commune de Paris vue par des anarchistes (1878-1930).

N°32 Histoire du Mouvement libertaire en Bulgarie (extraits).

N°33 Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume I.

N°34 Le nucléaire militaire.

N°35 La F.O.R.A., une organisation anarchiste ouvrière

N°36 École de la République : École de la soumission.

N°37 OGM : pour ou contre ? - Réflexion d'un militant.

N°38 Désobéissance civile et autonomie populaire : les autoréductions en Italie.

N°39 Quelques réflexions sur la révolte des banlieues de l'automne 2005.

N°40 La CNT en mai 68.

N°41 Marx et l'anarchisme.

N°42 Lectures subversives.

N°43 Le syndicalisme par Lénine et les bolcheviks : l'impasse de la charte d'Amiens.

N°44 Des bouclages de février aux émeutes de novembre 2005 : Toulouse, une année en banlieue.

N°45 Histoire de la CNT française - Première partie : de 1945 à 1993.

N°46 Point de vue sur le capitalisme et ses contradictions - l'Éducation Nationale dans tous ses états.

N°47 Le fédéralisme en réseau : projet politique pour l'anarchosyndicalisme.

N°48 Réflexions sur le mouvement de l'automne 2010 (et autres textes).

N°49 Indignez-vous ? Révoltez-vous ? Réponse à Stéphane Hessel.

N°50 Critique de l'altermondialisme.

N°51 Propos séditieux.

N°52 Quelques indicateurs et un rappel sur le capitalisme.

N°53 Chômage, précarité, management.

N°54 Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume II.

N°55 Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume III.